

vient principalement des personnes d'un niveau socio-économique élevé. Il s'agit plus particulièrement des personnes ayant une formation universitaire (47 %) ou un revenu élevé (43 %); on retrouve également dans ce groupe les personnes qui se déclarent très intéressées par les affaires internationales (41 %).

Lorsqu'il s'agit de décider si l'aide canadienne doit aller aux pays ayant les besoins les plus grands ou à ceux qui ont le plus de chances de se développer, l'opinion publique est partagée. Une majorité (55 %) des répondants déclarent que le Canada doit concentrer ses programmes d'aide aux nations caractérisées par le plus fort potentiel; cependant, 45 % d'entre eux sont d'avis que l'aide doit être dirigée sur les régions les plus démunies. Comme on l'a constaté pour le mode d'allocation de l'aide à l'étranger, ce sont les personnes de formation universitaire (60 %) ou ayant des revenus élevés (67 %) qui affirment généralement que les programmes d'aide à l'étranger doivent être concentrés sur les pays au potentiel le plus élevé.

D. Préférences régionales

On a également demandé aux Canadiens la région nécessitant le plus d'aide — l'Amérique centrale et les Caraïbes, l'Asie ou l'Afrique. La majorité (75 %) a déclaré que les besoins les plus grands étaient en Afrique, opinion partagée également entre tous les groupes de la société. Les personnes de moins de 24 ans (82 %) désignent généralement l'Afrique comme région aux besoins les plus élevés.

Ainsi que le montre le tableau 11, l'opinion concernant l'orientation de l'aide canadienne à l'étranger est étroitement liée aux régions considérées comme les plus démunies. Les personnes de moins de 24 ans (76 %) sont les plus favorables à la concentration de l'aide en Afrique, alors que les répondants de 45 à 54 ans (31 %), ceux jouissant d'un revenu de 40 000 à 49 999 \$ (31 %) et de formation universitaire (28 %) choisissent plus souvent l'Amérique centrale et les Caraïbes par rapport à la moyenne nationale.